

RELIZANE

Des trottoirs squattés

Malgré les directives de la tutelle interdisant aux commerçants et aux gérants des locaux commerciaux de squatter les trottoirs réservés aux piétons, le problème se pose toujours. Les citoyens ne comprennent pas que les APC n'aient rien fait pour obliger les cafetiers, les épiciers et autres marchands de fruits et légumes ou d'habillage à libérer les trottoirs qu'ils encombre avec leurs marchandises.

Cette situation a tellement pris de l'ampleur que la plupart de ces commerçants se sont appropriés une portion de trottoirs, l'interdisant aux piétons et les obligeant à marcher sur la chaussée avec tous les dangers que cela présente. Dans un quartier à Relizane, un cafetier a barré le trottoir avec un mur de cageots sans que personne n'ose l'en empêcher.

C'est donc un appel pressant que les citoyens lancent aux responsables de la wilaya de Relizane, à quelque niveau qu'ils soient, pour récupérer cet espace vital pour les piétons, quitte à sanctionner les commerçants récidivistes.

A. Rahmane

AIN-TÉMOUCHENT

À quand la construction de murs de clôture pour les cimetières ?

Les vieux cimetières de Sidi Rabah et de Sidi Abderrahmane, respectivement à proximité du mausolée de Sidi Ahmed Bouhadjar et la station thermique El-Hamda, restent dépourvus de murs de protection ce qui expose ces espaces du repos éternel à l'amoncellement des détritits et autres sachets en plastique.

De nombreuses familles se rendant régulièrement à ces deux cimetières pour se recueillir sur les tombes de leurs chers disparus souhaitent la construction de murs de clôture qui contribueront à préserver les tombes des aléas du temps de même qu'ils souhaitent des actions d'entretien et de nettoyage régulières au niveau de ces deux cimetières. Ces lieux se trouvent, en effet, envahis par des herbes sauvages qui gênent considérablement les familles qui s'y rendent pour se recueillir à la mémoire de leurs morts.

Ces cimetières méritent des opérations de nettoyage en vue d'éliminer tous les mauvaises herbes et autres détritits, par respect aux morts.

S. B.

BÉJAÏA : GESTION DE L'ARGENT DES ŒUVRES SOCIALES

Les gardes communaux exigent une commission d'enquête

La mobilisation ne faiblit pas chez les gardes communaux de Béjaïa qui se disent déterminés à faire aboutir leurs revendications «légitimes».

Dans un communiqué interpellant les pouvoirs publics sur la «situation précaire» des éléments de la Garde communale, la Coordination des gardes communaux de la wilaya de Béjaïa déclare «rejeter» la proposition de redéploiement provisoire de ce corps, au niveau des institutions publiques.

Les gardes communaux exigent une affectation permanente, à des postes ayant un statut bien défini, à même de leur garantir «une protection par les lois et les textes régissant la législation du travail, pour mettre fin aux abus de pouvoir, au mépris et aux mutations arbitraires», lit-on dans ledit document. Les éléments de la garde communale revendi-

quent également, le versement de la prime de rendement des mois de novembre et décembre de l'année 2012.

Dans son communiqué, la Coordination de la garde communale de la wilaya de Béjaïa jette un véritable pavé dans la mare, en demandant aux autorités concernées, de diligenter une commission d'enquête pour faire la lumière sur la gestion de l'argent des œuvres sociales de la garde communale de la wilaya de Béjaïa.

Par ailleurs, tout en revendiquant un seuil de 15 années d'exercice pour l'octroi d'une retraite proportionnelle exceptionnelle aux gardes communaux appelés à être redéployés sur des postes permanents à statut défini, la Coordination demande aux pouvoirs publics de se pencher sur la situation sociale de l'ensemble des ayants droit des agents décédés durant la lutte antiterroriste et la revalorisation de la pension de retraite.

A. K.

AÏN DEFLA

Le déséquilibre de la carte sanitaire s'accroît

Bonne nouvelle pour le secteur de la santé de la wilaya de Aïn Defla avec l'affectation de 27 médecins spécialistes. Un apport qui permettra de renforcer la qualité des soins et l'accès du citoyen à une prise en charge plus efficiente dans différentes pathologies.

Les 27 médecins nouvellement affectés relèvent de 10 spécialités différentes dont 8 dans le domaine de la réanimation et 5 dans la psychiatrie, surtout quand on sait le nombre important de cas de cette pathologie, générée par la décennie noire, le stress induit par les transformations de la vie sociale, le bruit, la consommation de drogues et autres psycho-

tropes, les problèmes de promiscuité dans les grands ensembles d'habitations.

Cependant, il est navrant de constater que la répartition de ces médecins spécialistes est pour le moins incompréhensible. En effet, sur les 27 spécialistes, 11 sont affectés dans l'établissement public hospitalier (EPH) du chef-lieu de wilaya, et seu-

lement 5 à El Attaf et Miliana et 6 à Khemis Miliana. Cette commune est la plus peuplée de la wilaya, située au carrefour de tous les axes routiers et dont l'EPH reste soumis à de fortes pressions. Il arrive qu'on procède à cinq évacuations par nuit. Cet hôpital, en préfabriqué, a atteint ses limites, puisque construit dans l'urgence en 1984 après le séisme de Chlef.

Incompréhensible aussi cette répartition du fait que ces 11 spécialistes s'ajoutent aux 74 spécialistes, dont la mission médicale chinoise composée de 14 médecins spécialistes, soit un total de 85 spécialistes.

Les auteurs de cette répartition

ont-ils pensé au monde rural, où on dit vouloir fixer les populations, et aux localités éloignées comme Bathia (80 km au sud-ouest de Aïn Defla et à 65 km d'El Attaf) et ses trois communes qui n'ont qu'une seule polyclinique, avec 4 médecins généralistes, quelques sages-femmes, sans ambulance et même pas un chauffeur ?

Quand donc prendra-t-on conscience que le chef-lieu de wilaya n'est pas toute la wilaya et que tous les citoyens ont le droit de prétendre à la même prise en charge face aux soucis de santé ?

Karim O.

LE PROGRAMME D'INSERTION DES DIPLÔMÉS À SKIKDA

2 000 postes pour 32 807 demandes

2 000 postes ont été accordés dans le cadre du PID (Programme d'insertion des diplômés), dispositif géré par la DASS (Direction de l'action sociale et de la solidarité) au profit de 1 200 diplômés de l'université (ingénieurs, licences et DEUA) et 800 détenteurs du brevet de technicien supérieur.

Ce nombre est en hausse par rapport à l'année précédente où on a enregistré 700 postes. L'offre a ainsi triplé mais demeure en deçà de la demande estimée, elle, à 32 807 dossiers déposés au niveau des services de la DASS, soit seulement 6,09% de postes accordés par rapport à la demande globale.

La commission de sélection de la wilaya, composée des cadres de la DASS et de l'ADS de Annaba, a déjà procédé à l'attribution de 400 postes, répartis à travers les différentes institutions administratives et pédagogiques de la wilaya. Chaque candidat est convoqué à la direction, sise dans la cité de Merdj-Eddib, pour être

orienté vers la direction ou l'organisme où il aura à exercer son métier.

Les critères retenus pour le choix des candidats sont, comme précisé par le directeur de la DASS, Abadlia Salah, la situation sociale et l'ancienneté du diplôme. «A chances égales, le père de famille passe avant le célibataire, la veuve et la divorcée sont prioritaires par rapport à la célibataire ou la femme mariée, la célibataire ayant des enfants est logiquement mise avant la célibataire sans progéniture... Donc, généralement, les cas sociaux sont avantagés par rapport à ceux plus ou moins nantis sur le plan social. Nous recrutons par le système de ce que nous appelons le système

de pondération. Le programme ne cible, faut-il le rappeler, que les personnes inscrites au niveau de notre direction», nous a indiqué le directeur. «Ce sont généralement, hormis dans de rares exceptions, ceux qui ont obtenu leur diplôme en 2011 et 2012 qui seront les plus concernés. Car ceux des années précédentes ont été absorbés dans le cadre du DAIP (Dispositif d'aide à l'insertion professionnelle), géré par l'Agence de wilaya de l'emploi (AWEM)», selon les dires d'une cadre chargée de ce dispositif.

Comme de coutume, l'annonce d'offres d'emploi génère un afflux de diplômés, particulièrement la gente féminine, devant le siège de la DASS.

Depuis la création d'une direction de wilaya de l'ADS, effective quelque temps après la visite de la délégation de l'ADS d'Annaba, à sa tête le directeur régional de l'ADS, Rachedi

Mohammed Fouad, à Skikda, le 20 mars 2013, les diplômés l'assiègent en espérant décrocher un poste d'emploi. Situation que n'approuvent pas les cadres de la DASS, au motif qu'ils sont dérangés dans l'exercice de leur travail.

Des indiscretions avancent qu'il n'est pas à écarter qu'une offre supplémentaire de postes sera attribuée incessamment. Car 2 000 postes d'emploi pour 32 807 demandes demeurent minimes pour résorber le chômage dans une wilaya qui n'a plus de postes DAIP et enregistre des fins de chantiers au sein de la zone industrielle de Skikda.

En plus, avec une prime (solidarité) entre 8 000 et 9 000 DA à verser pour les diplômés, il ne faut pas trop s'attendre à des miracles. L'alignement sur le SNMG n'est pas pour demain.

Zaïd Zoheir

TLEMCCEN

Carburant, une grave crise à l'approche de l'été

La solution à cette grave pénurie de carburant, qui dure depuis plus de deux ans, n'est pas pour demain. Pis encore, le nombre de hallaba a augmenté et le volume des «exportations» vers le Maroc est en nette augmentation, notamment en ce qui concerne le gas oil, et ce pour une raison toute simple, la mise en service de l'axe autoroutier Tlemcen-Maghnia, facilite ce genre de trafic des gros camions qui font plus de deux navettes par jour.

Depuis un mois, les poids lourds ont refait leur apparition et viennent s'approvisionner en toute tranquillité. Ils choisissent le moment où il n'y a pratiquement aucun barrage. De plus, ils sont les premiers à être informés de l'arrivée des camions citernes de Naftal. C'est généralement en entre 4 h et 5 h du matin que les deux stations service dans la commune de

Mansourah sont assiégées par les hallabas.

Au cours de ces derniers jours, ces stations baissent leur grille dès 8h du matin et pour cause. Il n'y a plus rien à livrer, le quota de Naftal destiné à la consommation nationale se trouve déjà de l'autre côté de la frontière, à Béni-Drar sur la route de Nador (Maroc oriental).

Au début des années 1970, ce genre de trafic existait certes, mais les quelque rares trafiquants ne s'aventureraient jamais au-delà du territoire de la daïra de Maghnia. Mais le gain facile attire de plus en plus de gens qui viennent de toutes les wilayas de l'ouest pour s'adonner à ce trafic plutôt rentable. A vrai dire, il n'y a jamais eu de véritable stratégie des pouvoirs publics pour lutter contre cette hémorragie qui frappe de plein fouet l'économie nationale et paralyse toute une région.

De simples mesures auraient suffi. Pour mettre fin à cette situation, un arrêté du wali de rationner le carburant pendant une certaine période, découragerait les hallabas, qui ne feront certainement pas le voyage, pour s'approvisionner d'une quantité de 60 litres par exemple.

Autre chose, un simple contrôle technique sur ces véhicules suffira

pour mettre la moitié de cette flotte à la fourrière municipale. Non, que de fois ne l'a-t-on pas répété dans ces mêmes colonnes. Il n'existe pas de volonté pour mettre fin à ce phénomène sur lequel tout le monde s'interroge. Comment peut-on fermer les yeux sur une colonne de plus de 100 voitures (R21 et R25) stationnées à longueur d'année aux alentours des stations service ? Malheureusement, il n'existe pas de données pour mesurer l'ampleur des dégâts et le manque à gagner sur le plan économique engendré par cette crise. L'été s'annonce chaud pour les automobilistes. On rappellera tout simplement que la demande a augmenté, depuis la hausse des prix de tous les carburants, décidée il y a plus d'un an par le gouvernement Benkiren. Chez nous, on n'a pris aucune mesure pour y faire face .

M. Zenasni

Droit de réponse

En réponse à l'article paru dans vos colonnes sous le titre «Un litige autour d'une exploitation agricole tourne à l'affrontement», nous usons de notre droit de réponse et vous prions de le publier dans votre prochaine édition.

La famille Smaïl continue d'user de subterfuges pour tromper l'opinion. C'est nous qui étions à l'intérieur de l'exploitation quand plusieurs membres de cette famille accompagnés d'étrangers à l'exploitation ont défoncé le portail d'entrée avec une voiture ; celle-ci y est toujours, d'ailleurs. Ce sont eux qui ont mis le feu à la clôture à coups de cocktails Molotov. Le PV de la Protection civile que nous avons alertée en témoigne. Quant au droit dont se prévaut cette famille, il faut savoir que l'exécution du jugement qui ordonne notre expulsion a été faite en violation de la loi, puisque arrêtée par M. le Procureur de la République, et que la force publique ne reconnaît pas. L'annulation des arrêtés de restitution établis en violation de la loi est toujours en cours au niveau du conseil d'Etat.

Signé : Exploitation agricole collective N°1 ex-D.A.S
Hamdani Amar
Draa-Ben Khedda - W.T.O